

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 214

2 février 2010

### SOMMAIRE

4X4 by Kontz .....	10249	L'Umbria s.à r.l. ....	10248
Actions Techniques S.A. ....	10267	Luxembourgeoise d'Investissements, Fi- nancements et d'Etudes .....	10272
Aim Capital (Luxembourg) S.à r.l. ....	10250	LuxPétange Invest S.A. ....	10250
Aloxe S.A. ....	10227	Masofema Holding S.A. ....	10227
Alster S.à r.l. ....	10272	Nerac International S.A. ....	10271
Atlantic Union S.à r.l. ....	10248	Netzaberg Luxembourg S.à r.l. ....	10259
bourguignon siebenaler architectes s.à r.l. .....	10249	Ortano Mare Development S.A. ....	10228
BRICKS Solutions Immobilières s.à r.l. ...	10248	Pixi Holding SA .....	10270
Canton S.A. ....	10269	Polder Bakkersland II S.à r.l. ....	10260
Coco's International S.A. ....	10226	P.P.I.L. S.A. ....	10269
Ebenis SA .....	10250	P.R.C.C. LUX S.A. ....	10271
Efficace S.A. ....	10228	Primagest S.A. ....	10270
Fiduciaire C.G.S. (Comptabilité Gestion Services) .....	10249	Sail Multi-Strategies Fund II .....	10245
Fiduciaire C.G.S. (Comptabilité Gestion Services) .....	10249	Saint-Exupery Finance S.A. ....	10259
Fiduciaire Decker Liesch Nellinger S.A. ...	10248	Saltus S.A. ....	10229
Giwa-Lux S.à r.l. ....	10245	SEPARC, Société d'Etudes, de Participa- tions et de Conseils SA .....	10268
Goldman Sachs Specialized Investments .....	10253	Sermelux S.A. Metalservice Luxembourg .....	10266
GP3 Groupe Conseil (Luxembourg) S.à r.l. .....	10253	Serrano S.A. ....	10227
GREENSTED HOLDINGS (Luxembourg) S.à r.l. ....	10268	Société Immobilière du Lycée S.à r.l. ...	10249
Grissin S.A. ....	10226	Sofie S.à r.l. ....	10260
Hein Déchets S.à r.l. ....	10253	Steekaul S.A. ....	10253
Hein S.A. ....	10245	Structured Solutions .....	10229
Hilton Lux S.A. ....	10269	Torlake Holding Luxembourg S.A. ....	10260
Industrial Software Development S.A. ...	10226	Torlake Holding Luxembourg S.A. ....	10263
ING Multi-Strategies Fund II .....	10245	Torlake Holding Luxembourg S.A. ....	10263
Isar S.à r.l. ....	10268	Torlake Holding Luxembourg S.A. ....	10266
Kalos International S.A. ....	10271	Velafi Holding S.A. ....	10228
Kebab-Diana S.à r.l. ....	10266	Villa SB 2006 S.A. ....	10260
		Villa SB 2 S.à r.l. ....	10263

**Coco's International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 139.693.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social en date du 18 février 2010 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2008;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire;
4. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010009330/16.

---

**Industrial Software Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 55.481.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 18 février 2010 à 14.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31/12/2008;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010011140/322/17.

---

**Grissin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 63.710.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 18 février 2010 à 10.00 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Ratification de la nomination par cooptation de deux nouveaux Administrateurs;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
3. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes aux 31/12/2007 et 31/12/2008;
4. Affectation des résultats;
5. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
6. Décharge aux administrateurs et Commissaire aux Comptes;
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010011141/322/18.

---

**Masofema Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 49.027.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,**

qui aura lieu le *18 février 2010* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010011860/1023/16.

---

**Serrano S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 43.094.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *22 février 2010* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2009;
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010011200/10/18.

---

**Aloxe S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 109.517.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,**

qui aura lieu le *18 février 2010* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2009.
4. Décision de la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010011859/1023/17.

---

**Ortano Mare Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 60.154.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 26 février 2010 à 14.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010011861/755/18.

---

**Efficace S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 18.914.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 11 février 2010 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009; affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010005374/16.

---

**Velafi Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 62.341.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 18 février 2010 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010007503/534/17.

---

**Saltus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 110.210.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE PARTICULIERE**

des actionnaires qui aura lieu le 9 février 2010 à 15 heures au siège social de la Société, 9, rue de Saint Hubert à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Démission du commissaire aux comptes
2. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes
3. Démission d'un administrateur
4. Nomination d'un nouvel administrateur

*Pour le Conseil d'Administration*

F. Bracke

*Administrateur*

Référence de publication: 2010008958/18.

**Structured Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 150.669.

**STATUTEN**

Im Jahre zweitausendzehn, am siebten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, in Vertretung seines verhin- derten Kollegen Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt.

Ist erschienen:

Structured Solutions AG, mit Sitz in Bettinastr. 30, D-60325 Frankfurt am Main,

hier vertreten durch Diane WOLF, Privatangestellte, beruflich ansässig in der 21, avenue de la Liberté, L-1931 Lu- xembourg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Frankfurt am Main, am 5. Januar 2009.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigefügt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

*Inhaltsverzeichnis*

Erster Abschnitt

Name und Rechtsform - Gesellschaftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Artikel 1 - Name und Rechtsform

Artikel 2 - Gesellschaftssitz

Artikel 3 - Dauer

Artikel 4 - Gesellschaftszweck

Zweiter Abschnitt

Aktien

Artikel 5 - Gesellschaftsvermögen, Aktienklassen

Artikel 6 - Aktien

Artikel 7 - Ausgabe von Aktien

Artikel 8 - Rücknahme von Aktien

Artikel 9 - Umtausch von Aktien

Artikel 10 - Beschränkung des Eigentums an Aktien

Artikel 11 - Berechnung des Anteilwertes

Artikel 12 - Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Aktien

### Dritter Abschnitt

#### Verwaltung und Aufsicht

Artikel 13 - Verwaltungsrat

Artikel 14 - Verwaltungsratssitzung

Artikel 15 - Befugnisse des Verwaltungsrates

Artikel 16 - Zeichnungsbefugnis

Artikel 17 - Übertragung von Befugnissen

Artikel 18 - Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen

Artikel 19 - Interessenkonflikt

Artikel 20 - Entschädigung des Verwaltungsrates

Artikel 21 - Vergütung des Verwaltungsrates

Artikel 22 - Wirtschaftsprüfer

#### Vierter Abschnitt

Generalversammlung - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Artikel 23 - Generalversammlung

Artikel 24 - Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse

Artikel 25 - Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen

Artikel 26 - Rechnungsjahr

Artikel 27 - Ausschüttungen

#### Fünfter Abschnitt

Schlussbestimmungen

Artikel 28 - Depotbank

Artikel 29 - Auflösung der Gesellschaft

Artikel 30 - Liquidation

Artikel 31 - Änderungen der Satzung

Artikel 32 - Begriffsbestimmungen

Artikel 33 - Anwendbares Recht

## Erster Abschnitt

### Name und Rechtsform - Gesellschaftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck

**Art. 1. Name und Rechtsform.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("Société d'Investissement à Capital Variable" SICAV) gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 20. Dezember 2002") unter dem Namen Structured Solutions (die "Gesellschaft").

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg (Gemeinde Luxemburg-Stadt), Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt, auf Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden (keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

## Zweiter Abschnitt

### Aktien

**Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Aktienklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten Netto-Vermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt auf eine Million zweihundertfünzigtausend EURO (EUR 1.250.000,-) belaufen. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Datum, zu welchem die Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht zugelassen wurde, erreicht sein.

Das Erstzeichnungskapital beträgt einunddreißigtausend EURO (EUR 31.000,-), eingeteilt in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert.

Die Aktien, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Aktienklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse wird angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Portfolio(s) von Vermögenswerten einrichten, welche jeweils einen Teilfonds ("Teilfonds") im Sinne des Artikels 133 Absatz (1) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 darstellen und für eine oder mehrere Aktienklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Portfolio ausschließlich zu Gunsten der jeweiligen Aktienklasse (n) angelegt werden.

Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 25 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensaktien durch eine Mitteilung an ihre, im Aktionärsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Aktien der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Aktienklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in EURO umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf EURO lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Aktienklassen.

### Art. 6. Aktien.

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, dass die Gesellschaft Inhaberaktien ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Aktienzertifikate werden durch zwei (2) Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Aktienzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberaktien ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate.

3. Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Aktienzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Aktienzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Aktienzertifikates getragen wurden, dem Aktionär auferlegen.



4. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

5. Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile auszugeben. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberaktien werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

**Art. 7. Ausgabe von Aktien.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Aktien dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag beziehungsweise zu dem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als 2 Bankarbeitstagen in Luxemburg ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen nach Luxemburger Recht, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Sofern die Ausgabe im Rahmen der von der Gesellschaft angebotenen Sparpläne erfolgt, wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten werden auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

**Art. 8. Rücknahme von Aktien.** Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche 2 Bankarbeitstage in Luxemburg ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt wird.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 9 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Aktienklasse ausgegebenen Aktien festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Am nächstfolgenden Bewertungstag, beziehungsweise zum nächstfolgenden Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.



Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

**Art. 9. Umtausch von Aktien.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Aktien.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Aktien nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Aktieneigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile gewärtigen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als "Ausgeschlossene Personen" definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Aktien und die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an diesen Aktien zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Aktionäre eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien zur Eintragung im Register der Aktionäre wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien eines solchen Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Aktien zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist. Sofern der Aktionär dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Aktionär alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Aktionär bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien, entsprechend der Eintragung im Register der Aktionäre; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Aktien, das Verfahren, nach welchem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Aktionär per Einschreiben an dessen letzbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Aktionär ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Aktienzertifikat bzw. die Aktienzertifikate, welche die Aktien entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Aktionärs an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Aktien, und im Falle von Namensaktien wird der Name des Aktionärs aus dem Register der Aktionäre gestrichen, im Falle von Inhaberaktien werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, welche die Aktien verkörpern, entwertet.

(2) Der Preis, zu welchem jede derartige Aktie erworben wird ("Kaufpreis"), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Anteilwertes pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Aktien an der Gesellschaft zuletzt vor dem Datum der Kaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Aktienzertifikate(s) über die in dieser Kaufmitteilung aufgeführten Aktien ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Kaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Aktien in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Aktien der entsprechenden Aktienklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Kaufpreises bei Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Aktien oder einzelnen Aktien hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Aktien, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, welche einem Aktionär nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zu Gunsten der jeweiligen Aktienklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf (5) Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Aktien unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Aktien nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, daß die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

"Ausgeschlossene Person" nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Aktien zeichnen für die Dauer ihres Aktienbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Aktien an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. Berechnung des Anteilwertes.** Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der Teilfondswährung (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag, beziehungsweise zu jedem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien;
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;

(6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;

(7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;

(8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

(b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;

(d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Artikel 18 dieser Satzung) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

(e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

(f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

(g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

(h) Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

(i) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei einer Großbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

(2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

(3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

(4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratsitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Nettovermögenswert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Aktien.** Im Hinblick auf jede Aktienklasse werden der Anteilwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in einem, vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, zu welchem diese Berechnung vorgenommen wird, als "Bewertungstag" bezeichnet wird; sofern der Anteilwert während ein- und desselben Bewertungstages mehrfach ermittelt wird, gilt jeder dieser Ermittlungszeitpunkte als "Bewertungszeitpunkt" an dem jeweiligen Bewertungstag.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Anteilwertes einer bestimmten Aktienklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Aktien oder den Umtausch zwischen verschiedenen Aktienklassen einstellen:

(a) während einer Zeit, während der ein Hauptmarkt oder ein sonstiger Markt, an welchem ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, notiert oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, beeinträchtigt;

(b) in Notfällen, wenn nach Einschätzung des Verwaltungsrates die Verfügung über Vermögenswerte oder die Bewertung von Vermögenswerten der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht vorgenommen werden können;

(c) während eines Zusammenbruchs von Kommunikationswegen oder Rechnerkapazitäten, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten einer solchen Aktienklasse oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung an einer Börse oder an einem sonstigen Markt im Zusammenhang mit den der Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden;

(d) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können;

(e) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Generalversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder von Aktienklassen oder zum Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre von einem Beschluss des Verwaltungsrates, einen Teilfonds aufzulösen, zu annullieren oder Teilfonds zu verschmelzen.

Jegliche Aussetzung in den vorgenannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und darüber hinaus den Aktionären mitgeteilt, welche einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien, für welche die Anteilwertberechnung ausgesetzt wird, gestellt haben.



Eine solche Aussetzung im Zusammenhang mit einer Aktienklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Aktien einer anderen Aktienklasse haben.

Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.

### Dritter Abschnitt

#### Verwaltung und Aufsicht

**Art. 13. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs (6) Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären anlässlich der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes kann die freiwerdende Stelle durch Beschluss der verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates vorläufig besetzt werden; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Der erste Vorsitzende kann durch die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt werden. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Geschäftsführer und beigeordnete Geschäftsführer sowie sonstige Angestellte, welche die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates oder Aktionäre an der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, welche ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Fax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich durch Fax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 17. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann mit jeder luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaft Fondsmanager- oder Anlageberaterverträge abschließen, gemäß derer eine solche Gesellschaft der Gesellschaft im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung Empfehlungen geben und diese beraten soll und welche, im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrates, gemäß den Bestimmungen einer schriftlich zu treffenden Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen kann.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

**Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Anlagen eines jeden Teilfonds können aus folgenden Vermögenswerten bestehen:

a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem geregelten Markt im Sinne der Richtlinie 93/22/EWG (ein "Geregelter Markt") notiert oder gehandelt werden;

b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden;

c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates zur amtlichen Notierung zugelassen sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist;

d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel auf einem geregelten Markt im Sinne der vorstehend in diesem Artikel 18 a) bis c) genannten Bestimmungen beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird;

e) Aktien von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen OGAW und /oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, der Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, Japan, Hong Kong, Liechtenstein oder Norwegen sofern

- das Schutzniveau der Aktionäre der anderen OGA dem Schutzniveau der Aktionäre eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich eine Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Aktien erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Aktien anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf;

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburgischen



Aufsichtsbehörde denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind und dieser Drittstaat zugleich OECD Land und GAFI Land ist;

g) abgeleiteten Finanzinstrumenten ("Derivaten"), d.h. insbesondere Optionen und Futures sowie Tauschgeschäfte, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den vorstehend in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und /oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivaten"), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Artikels 18 a) bis h), um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des jeweiligen Teilfonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

h) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die nicht unter die vorstehend genannte Definition fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens einem Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den vorstehenden in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind, wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des vorstehenden ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Als Ziel für die Anlagepolitik eines jeden Teilfonds kann bestimmt werden, dass ein bestimmter, von der CSSF anerkannter, Aktien oder Schulindex nachgebildet wird.

Der jeweilige Teilfonds kann nach dem Grundsatz der Risikostreuung, bis zu 100% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass (i) solche Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind und (ii) in Wertpapieren aus ein und derselben Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds angelegt werden.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Aktien der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der zu gegebener Zeit zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrates, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf "Anlagen" und "Vermögenswerte" in dieser Satzung sollen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, welche mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden, bezeichnen.

**Art. 19. Interessenkonflikt.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Ver-

waltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellter der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft gegensätzliches persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses gegensätzliche persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet. Die beschriebene Regelung findet keine Anwendung auf Entschlüsse des Verwaltungsrats im Zusammenhang mit Geschäften im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit und die zu normalen/verkehrsüblichen Bedingungen abgeschlossen werden.

"Gegensätzliches Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

**Art. 20. Entschädigung des Verwaltungsrates.** Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen freihalten, welche von ihm im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, an welchem er aufgrund seiner Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an welcher die Gesellschaft als Aktionäre beteiligt ist oder bei welcher die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Entschädigung erhält, beteiligt ist, außer in Fällen, in welchen er aufgrund solcher Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder fehlerhaften Verhaltens endgültig verurteilt wird; im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, welche von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begann. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere Ansprüche nicht aus.

**Art. 21. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 22. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

## Vierter Abschnitt

### Generalversammlung - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

**Art. 23. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre unabhängig von den Aktienklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an einem in der Einladung angegebenen Ort am vierten Dienstag des Monats Januar um 15.00 Uhr (Luxemburger Zeit) abgehalten.

Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg sein, so wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend der gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial "Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jede Aktie berechtigt, unabhängig von der Aktienklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 24. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse.** Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 23 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 25. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen.** Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettowert eines Teilfonds oder einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) zum Anteilwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Inhaber der entsprechenden Aktienklasse (n) vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Rücknahme aufgeführt werden: die Inhaber von Namensaktien werden schriftlich informiert; die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informieren. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Generalversammlung der Aktionäre einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Anteilwert des Bewertungstages bzw. zum Anteilwert des Bewertungszeitpunktes an einem Bewertungstag, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Aktionären den Anteilwert ihrer Aktien ausbezahlen. Auf den Generalversammlungen der Aktionäre der betreffenden Teilfonds ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Aktien, die nicht eingereicht wurden für eine Frist von höchstens neun (9) Monaten ab dem Datum des Beschlusses zur Liquidation des Teilfonds bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignations hinterlegt.

Alle zurückgenommenen Aktien werden entwertet.

Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen, nach den Bestim-

mungen gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 organisierten Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen ("Neuer Teilfonds") zuzuteilen und die Aktien der betroffenen Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem Neuen Teilfonds enthalten), um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Aktien zu ermöglichen.

Unbeschadet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, eine Generalversammlung der Aktionäre der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) die Einbringung der diesem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft beschließen, wobei für einen solchen Beschluss kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Verschmelzung mit der einfachen Mehrheit der auf einer solchen Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlossen werden kann.

Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen wie vorstehend im fünften Absatz beschrieben kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre der an dem betroffenen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) erfolgen, wobei ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Aktien und eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden oder vertretenen Aktien erforderlich sind, außer wenn die Verschmelzung mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen des vertragsrechtlichen Typs (fonds commun de placement) oder einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen erfolgen soll, in welchem Falle der Beschluss nur die Aktionäre bindet, welche für die Verschmelzung votiert haben.

**Art. 26. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Oktober jeden Jahres und endet am 30. September des folgenden Jahres.

**Art. 27. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberaktien erfolgt gegen Vorlage des Ertragscheins bei den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann Sachausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen im Rahmen der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

## Fünfter Abschnitt

### Schlussbestimmungen

**Art. 28. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Finanzsektor) ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 29. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 31 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumerfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 30. Liquidation.** Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

**Art. 31. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

**Art. 32 Begriffsbestimmungen.** Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Aktionäre erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

**Art. 33. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 30. September 2010.

1) Die erste jährliche ordentliche Generalversammlung findet statt am 26. Januar 2011.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Structured Solutions AG, vorgenannt, zeichnet dreihundertzehn Aktien (310) zum Gegenwert von einunddreissigtausend Euro (Euro 31.000,-)

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt vierzigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

#### *Gründungsversammlung der Gesellschaft*

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Stefan Schneider, geboren am 26.04.1967 in Ehringshausen, geschäftlich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg

- Bettina Pölking, geboren am 22.06.1968 in Osnabrück, geschäftlich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg

- Steffen Scheuble, geboren am 06.10.1979 in Leonberg, ansässig in Beethovenstrasse, 13, D-60325 Frankfurt am Main

- Robert Strüby, geboren am 20.05.1981 in Berlin, ansässig in 11, Orford Road Flat 2, Hayward House, GB-E19 9LP London

Stefan Schneider wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2011.

II. Sitz der Gesellschaft ist 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

III. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG Audit, société à responsabilité limitée, 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS Luxembourg B 103.590.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2011.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.



Gezeichnet: D. WOLF und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 janvier 2010. Relation: LAC/2010/1377. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 18. Januar 2010.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2010011202/896.

(100008485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2010.

**Hein S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 1, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 4.880.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009069/10.

(10000912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Giwa-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 118.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010009070/10.

(10000964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Sail Multi-Strategies Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. ING Multi-Strategies Fund II).**

Siège social: L-1643 Luxembourg, 8, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 110.632.

In the year two thousand and nine, on the twenty-eighth day of December,  
before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders of ING MULTI-STRATEGIES FUND II (the "Meeting"), a Société d'Investissement à Capital Variable with its registered office at 8, rue de la Grève, L-1643 Luxembourg (the "Company"), incorporated on the 14<sup>th</sup> September 2005 by deed of Maître Hellinckx, published in the Mémorial C number 1014 of 10<sup>th</sup> October 2005.

The Meeting is declared open at 14.45 with Meav Duffy, employee, professionally residing in Luxembourg, appointed as chairman (the "Chairman"), who appointed as secretary to the Meeting Dermot Mulvin, employee, professionally residing in Luxembourg. The Meeting elected as scrutineer Dominik Maczynski, employee, professionally residing in Luxembourg.

The Chairman declared and requested the notary to state that:

1 The shareholders and the number of shares held by each of them are listed on an attendance list signed by the shareholders present and represented and by the members of the bureau; this list and the proxies of the shareholders represented, initialled ne varietur, will remain attached to the original of these minutes in order to be registered with it.

2 All the shares being registered shares, the Meeting has been convened by notices sent by registered mail containing the agenda sent to each of the shareholders registered in the shareholders' register on 18 December 2009.

3 It appears from the attendance list that out of 40,623.993 shares in issue, 39,795.853 shares are duly represented at the Meeting. In consideration of the agenda and of the provisions of Article 67 and 67-1 of the law on commercial companies, the minimum quorum of fifty (50) percent of the Shares issued or in circulation being reached, the present meeting is validly constituted and is accordingly authorised to deliberate on the items of the agenda.

4 The agenda of the meeting is as follows:

1. To amend article 1 of the articles of incorporation to change the name of the Company from "ING MULTI-STRATEGIES FUND II" to "SAIL MULTI-STRATEGIES FUND II".

2. To replace in the last paragraph in article 17 of the Articles of Incorporation the words "ING Group" by "SAIL Group".

3. To amend the third paragraph of article 23 of the Articles of Incorporation to provide for situations in which it may not be possible to express the net asset value in the reference currency of a Sub-Fund, Class and/or Category.

4. To delete article 29 of the Articles of Incorporation and to consequently renumber the articles following article 29.

5. To decide that all the above changes come into effect on midnight on 31 December 2009.

After deliberation, the Meeting took the following resolutions by more than two-third majority votes cast, as detailed in the attendance list:

*First resolution*

The Meeting RESOLVED TO amend article 1 of the articles of incorporation to change the name of the Company from "ING MULTI-STRATEGIES FUND II" to "SAIL MULTI-STRATEGIES FUND II", to read as follows:

"There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "SAIL Multi-Strategies Fund II" (the "Company")."

*Second resolution*

The Meeting RESOLVED TO replace in the last paragraph in article 17 of the Articles of Incorporation the words "ING Group" by "SAIL Group", to read as follows:

"The term "interest opposite to the Company", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving SAIL Group or any subsidiary or any affiliate thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion."

*Third resolution*

The Meeting RESOLVED TO amend the third paragraph of article 23 of the Articles of Incorporation so that it reads as follows:

"The Net Asset Value of each Sub-Fund, Class and/or Category shall be expressed in the reference currency (the "Reference Currency") of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category (except that when there exists any state of affairs which, in the opinion of the directors, makes the determination in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund, Class and/or Category either not reasonably practical or prejudicial to the shareholders)."

*Fourth resolution*

The Meeting RESOLVED TO delete article 29 of the Articles of Incorporation and to consequently renumber the articles following article 29.

*Fifth resolution*

The Meeting RESOLVED TO decide that all the above changes come into effect on midnight on 31 December 2009.

*Evaluation of costs*

The above named persons declare that the expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, amount approximately to EUR 1,500.-.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text will be binding.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed on the above mentioned date.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille neuf, le vingt-huitième jour du mois de décembre,  
par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ING MULTI-STRATEGIES FUND II (l'"Assemblée"), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 8, rue de la Grève, L-1643 Luxembourg (la "Société"), constituée suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Hellinckx, en date du 14 septembre 2005, publié au Mémorial C numéro 1014 du 10 octobre 2005.

L'Assemblée est déclarée ouverte à 14.45 heures par Meav Duffy, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, désigné comme président (le "Président"), qui a désigné comme secrétaire de l'Assemblée Dermot Mulvin,



employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg. L'Assemblée a élu aux fonctions de scrutateur Dominik Maczynski, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg.

Ensuite, le président déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1 Les actionnaires et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur la liste de présence signée par les actionnaires présents et représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, paraphées "ne varietur" resteront annexées à l'original de ce procès-verbal pour être enregistrées avec lui.

2 Toutes les actions étant nominatives, l'Assemblée a été convoquée par avis envoyé en recommandé contenant l'agenda, envoyés à chaque actionnaire enregistré dans le registre des actionnaires en date du 18 décembre 2009.

3 Il résulte de ladite liste de présence que, des 40.623,993 actions émises, 39.795,853 actions sont dûment représentées à l'Assemblée. Vu l'ordre du jour et les prescriptions de l'article 67 et 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, le quorum de présence minimum de cinquante pour cent des actions émises ou en circulation étant atteint, la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer sur l'ordre du jour.

4 L'ordre du jour est le suivant:

L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Modification de l'article 1 des Statuts afin de changer le nom de la Société de "ING MULTI-STRATEGIES FUND II" en "SAIL MULTI-STRATEGIES FUND II".

2. Modification du dernier paragraphe de l'Article 17 des Statuts afin de remplacer les termes "ING Group" par "SAIL Group".

3. Modification du troisième paragraphe de l'article 23 des Statuts afin de prévoir des situations dans lesquelles il pourrait ne pas être possible d'exprimer la valeur nette d'inventaire dans la monnaie de référence d'un Compartiment, d'une Classe et/ou d'une Catégorie.

4. Suppression de l'Article 29 des Statuts et renumérotation en conséquence des articles à partir de l'article 29.

5. Décision que tous les changements nommés ci-dessus entreront en vigueur à minuit le 31 décembre 2009.

Après délibération, l'Assemblée a adopté les résolutions suivantes à plus de deux tiers des voix exprimées, comme le montre la liste de présence:

#### *Première résolution*

L'Assemblée DECIDE de modifier l'Article 1<sup>er</sup> des Statuts afin de changer le nom de la Société de "ING MULTI-STRATEGIES FUND II" en "SAIL MULTI-STRATEGIES FUND II", comme suit:

"Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de "SAIL Multi-Strategies Fund II" (la "Société")."

#### *Seconde résolution*

L'Assemblée DECIDE de changer le dernier paragraphe de l'Article 17 des Statuts afin de remplacer les termes "ING Group" en "SAIL Group" comme suit:

"Le terme "intérêt opposé à celui de la Société", tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts, positions ou transactions impliquant SAIL Group ou toutes filiales qui pourront exister de quelque manière que ce soit en rapport avec des sociétés ou entités qui seront déterminées souverainement de temps à autre par le Conseil d'Administration."

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée DÉCIDE de modifier le troisième paragraphe de l'article 23 des Statuts comme suit:

"La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Compartiment, Classe et/ou Catégorie doit être exprimée dans la monnaie de référence (la "Monnaie de Référence") du Compartiment, de la Classe et/ou Catégorie (sauf que s'il y a des circonstances qui, de l'avis des administrateurs, rendent la détermination dans la Monnaie de Référence du Compartiment, de la Classe et/ou Catégorie soit pas raisonnablement praticable soit est au détriment des actionnaires)."

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée DECIDE de supprimer l'Article 29 des Statuts et de renuméroter en conséquence les articles à partir de l'article 29.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée DECIDE que tous les changements nommés ci-dessus entreront en vigueur à minuit le 31 décembre 2009.

#### *Évaluation des frais*

Les personnes nommées ci-dessus déclarent que les frais, dépenses, honoraires ou charges de quelque nature que ce soit, qui seront supportés par la Société comme conséquence de cet acte, sont estimés à EUR 1.500.-.

Le notaire instrumentaire, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des personnes comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en langue française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le document ayant été lu par les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur prénoms, nom, état civil et lieu de résidence, lesdites personnes signent avec nous, notaire, le présent acte à la date ci-dessus mentionnée.

Signé: M. DUFFY, D. MULVIN, D. MACZYNSKI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2010. Relation: LAC/2010/251. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010011481/144.

(100008609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

---

**Fiduciaire DLN S.A., Fiduciaire Decker Liesch Nellinger S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 73.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010009071/10.

(100000962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**L'Umbria s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7651 Heffingen, 1, Am Dueref.

R.C.S. Luxembourg B 134.885.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010009072/11.

(100000961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Atlantic Union S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5240 Sandweiler, 28, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 46.853.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010009073/11.

(100000958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**BRICKS Solutions Immobilières s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1265 Luxembourg, 4-6, rue Pépin le Bref.

R.C.S. Luxembourg B 125.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010009074/11.

(100000957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Fiduciaire C.G.S. (Comptabilité Gestion Services), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 26-28, boulevard J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 52.338.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009075/10.

(100000951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Fiduciaire C.G.S. (Comptabilité Gestion Services), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 26-28, boulevard J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 52.338.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009076/10.

(100000947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**4X4 by Kontz, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 128, route de Thionville.  
R.C.S. Luxembourg B 55.456.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009077/10.

(100000940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Société Immobilière du Lycée S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 184, route de Thionville.  
R.C.S. Luxembourg B 104.688.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009078/10.

(100000938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**bourguignon siebenaler architectes s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9233 Diekirch, 11, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 137.031.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 04.01.2010.

Fiduciaire S.à r.l.

CabexcO

Centre Helfent

1, rue Pletzer - L-8080 Bertrange

Signature

Référence de publication: 2010009083/15.

(100000972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**LuxPétange Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4702 Pétange, 22, rue Robert Krieps.  
R.C.S. Luxembourg B 122.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009079/10.

(100000931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Ebenis SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 17, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 86.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009080/10.

(100000928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Aim Capital (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 130.235.

In the year two thousand and ten on the sixth day of January,  
before Maître Joseph Elvinger, notary residing in the Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg),  
there appeared:

1. Fortress Credit Funding (Europe) I Limited, with registered seat at 1345 Avenue of the Americas, 46<sup>th</sup> floor, New York, NY 10105, and registered with the companies register of New York under number 442636,

hereby represented by Alessandra Bellardi Ricci, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

2. FCCO Limited, with registered seat at 1345 Avenue of the Americas, 46<sup>th</sup> floor, New York, NY 10105, and registered with the companies register of New York under number 406167,

hereby represented by Alessandra Bellardi Ricci, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; hereinafter collectively referred to as the Shareholders.

Such powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting in the name and on behalf of the Shareholders and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholders hold the entire share capital of AIM Capital (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 130.235 (the Company). The Company was incorporated on 9 May 2007 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg which deed was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1960 of 12 September 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. the Shareholders own all the 500 shares of the Company with a nominal value of EUR 25 each, representing the entire share capital of the Company, and the Shareholders exercise the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with Article 200-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended

II. the Shareholders wish to pass resolutions on the following items:

1. Waiver of convening notices;
2. Resolution and / or confirmation that the registered office of the Company remains in Luxembourg;
3. Miscellaneous.

III. the Shareholders hereby pass the following resolutions:

*First resolution*

Representing the entire share capital of the Company, the Shareholders waive any convening notice requirements, consider themselves as duly convened and declare to have full knowledge of the purpose of the items to be resolved on which were communicated to them in advance.

*Second resolution*

The Shareholders note that on 29 October 2009, a resolution has been passed by the previous owners of the shares in the Company to transfer the registered office of the Company to France subject to the Company being registered in France.

The Shareholders state that they contest the legal validity of these resolutions and deny any legal effect to the conditional transfer of the registered office the Company to France, because, at the time these resolutions were deemed to be passed, the former owners of the shares in the Company, which had been pledged to the Shareholders, were no longer entitled to exercise the voting rights over those shares further to a notice sent to that effect by the Shareholders to the former owners as pledgors, as permitted under the relevant pledge agreement and the act of 5 August 2005 on financial collateral agreements.

The Shareholders further state that they have become the owners of the shares in the Company upon the enforcement of the pledge as per 16 December 2009. For the avoidance of doubt, the Shareholders hereby formally withdraw and revert the resolutions of 29 October 2009 and confirm that (i) the registered office of the Company remains located at (or, as the case may be, is transferred back to) 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and (ii) the articles of association of the Company remain unchanged.

*Third resolution*

The Shareholders instruct and grant power to the undersigning notary and / or any lawyer of the law firm Allen Overy Luxembourg to take any required or useful steps and actions to notify and make known this resolution to any relevant authority or person, including the competent companies and trade register in France.

*Estimate of costs*

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately one thousand two hundred Euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le six janvier,  
par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence au Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg),  
ont comparu:

1. Fortress Credit Funding (Europe) I Limited, avec siège social à 1345 Avenue of the Americas, 46<sup>th</sup> floor, New York, NY 10105, et immatriculée auprès du registre de commerce de New York sous le numéro 442636; et

ici représentée par Alessandra Bellardi Ricci, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

2. FCCO Limited, avec siège social à 1345 Avenue of the Americas, 46<sup>th</sup> floor, New York, NY 10105, et immatriculée auprès du registre de commerce de New York sous le numéro 406167,

ici représentée par Alessandra Bellardi Ricci, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ci-après collectivement référés à Associés.

Lesdites procurations, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom et pour le compte des Associés et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés détiennent l'intégralité du capital social de AIM Capital (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée d'après les lois du Luxembourg, avec son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.235 (la Société). La Société a été constituée le 9 mai 2007 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 1960 du 12 septembre 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

Les Associés, représentés tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les Associés détiennent toutes les 500 parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 25 EUR chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, et les Associés exercent les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés de la Société conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

II. Les Associés désirent prendre des résolutions sur les points suivants:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Résolution et / ou confirmation que le siège social de la Société demeure au Luxembourg;
3. Divers.

III. Les Associés ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Représentant l'intégralité du capital social de la Société, les Associés renoncent aux formalités de convocation, se considèrent comme dûment convoqués et déclarent avoir pleinement connaissance de l'objet des présents points sur lesquels doit être délibéré qui leur ont été communiquées au préalable.

*Deuxième résolution*

Les Associés notent que le 29 octobre 2009, une résolution a été passée par les anciens propriétaires des parts sociales de la Société de transférer le siège social de la Société en France sous la condition suspensive de l'immatriculation de la Société. Les Associés confirment qu'ils contestent la validité de ces résolutions et dénie tout effet légal au transfert conditionnel du siège social de la Société en France, car, au moment où ces résolutions étaient considérées être passées, les anciens propriétaires des parts sociales de la Société, qui étaient gagées au profit des Associés, n'étaient plus en titre d'exercer les droits de vote sur ces parts sociales suite à une notice envoyée à cet effet par les Associés aux anciens propriétaires en tant que constituants du gage, tel que autorisé par le contrat de gage en cause et par la loi du 5 août 2005 sur les garanties financières.

Les Associés confirment en plus qu'ils sont devenus les propriétaires des parts sociales de la Société suite à la mise en oeuvre du gage le 16 décembre 2009. Pour éviter tout doute, les Associés, retirent et invertissent formellement par la présente ces résolutions du 29 octobre 2009, et, si nécessaire, confirment que (i) le siège sociale de la Société demeure (ou, le cas échéant, est retransféré) au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et (ii) les statuts de la Société demeurent inchangés.

*Troisième résolution*

Les Associés demandent et donnent pouvoir au notaire instrumentant et / ou à tout avocat de l'étude d'avocats Allen Overy Luxembourg de prendre toute mesure et action nécessaire ou requise pour notifier et faire connaître ces résolutions à toute autorité ou personne appropriée incluant tout registre de commerce et des sociétés compétent en France.

*Estimation des frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé approximativement à mille deux cents Euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française et qu'à la requête de cette même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: A. BELLARDI RICCI, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 11 janvier 2010. Relation: LAC/2010/1525. Reçu douze euros (12.-€)

*Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 JAN. 2010.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2010011533/139.

(100014530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

**Hein Déchets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 1, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 35.321.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009081/10.

(100000927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**GP3 Groupe Conseil (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 83, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 112.341.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 04.01.2010.

Fiduciaire S.à r.l.

CabexcO

Centre Helfent

1, rue Pletzer - L-8080 Bertrange

Signature

Référence de publication: 2010009085/15.

(100000969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Steekaul S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8422 Steinfort, 71, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 73.342.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 04.01.2010.

Fiduciaire S.à r.l.

CabexcO

Centre Helfent

1, rue Pletzer - L-8080 Bertrange

Signature

Référence de publication: 2010009088/15.

(100000988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Goldman Sachs Specialized Investments, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1A, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 129.688.

In the year two thousand and ten, on the sixth of January.

Before Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

Is held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of shareholders of GOLDMAN SACHS SPECIALIZED INVESTMENTS (the "Company") having its registered office in Senningerberg, incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, on June 18, 2007, registered to the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B 129688, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of August 10, 2007, number 1693, and amended lastly by a notarial deed of Maître Henri Hellinckx of May 8, 2008 as published in the Mémorial C of June 6, 2008 number 1392.

The Meeting is opened at 2 p.m., at 14 rue Erasme, Luxembourg under the chair of Mr Jonathan Sidi, lawyer, residing professionally in Luxembourg,



who appoints as secretary Mrs Virginie François, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Florence Stainier, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

The Meeting has been called pursuant to a convening notice, the extraordinary general meeting held before the undersigned notary on December 07, 2009 having not reached the quorum required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended, and thus could not validly deliberate on the items of its agenda.

1. The agenda of the Meeting is the following:

#### *Agenda*

I. Addition of a paragraph 4 to article 5 of the articles of incorporation (the "Articles") to read as follows: "However, the board of directors of the Company may, at any time, issue classes of shares corresponding to a specific pool of investments and tracking the performance thereof. As regards shareholders' relationships, each such specific pool is invested for the exclusive benefit of the relevant class and liabilities pertaining to each pool shall be, insofar as possible, satisfied out of the relevant pool. This provision does not create a segregation of assets vis-à-vis third parties".

II. Amendment of paragraph 2, point III. a) of article 11 of the Articles to read as follows: "If two or more classes of shares relate to one Portfolio, the assets attributable to such classes shall in principle be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Portfolio concerned except as provided below under (vii). Within a Portfolio, classes of shares may be defined from time to time by the board so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions, and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure, and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Portfolio the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation, and/or (vii) a specific pool of assets, as more fully detailed under article 5 paragraph 4 above, and/or (viii) any other specific features applicable to one class".

III. Amendment of paragraph 1 of article 24 of the Articles, to read as follows: "In the event that for any reason the value of the net assets in any Portfolio or the value of the net assets of any class of shares within a Portfolio has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Portfolio, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner, if a change in the economical or political situation relating to the Portfolio or class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Portfolio, in order to proceed to an economic rationalization, or if the swap agreement(s) is entered into by the relevant Portfolio is/are rescinded before the agreed term the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Portfolio at the net asset value per share [...]."

IV. Amendment of article 12 of the Articles, to read as follows: "With respect to each class of shares, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at a frequency determined by the board of directors, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any class or classes of shares within any particular Portfolio and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) During any period when any of the principal stock exchanges, regulated market on which a substantial part of the Company' investments attributable to any class or classes of shares or Portfolio is quoted, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of such class or classes of shares or Portfolio is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended; or

b) When political, economic, military, monetary or other emergency events beyond the control, liability and influence of the Company make the disposal of the assets of any class or classes of shares or Portfolio impossible under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the shareholders; or

c) During any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant class or classes of shares or Portfolio's investments or the current price or value on any market or stock exchange in respect of the assets attributable to such class or classes of shares or Portfolio; or

d) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of any class or classes of shares or Portfolio or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors of the Company, be effected at normal rates of exchange; or

e) During any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

f) During any period when the board of directors of the Company so decides, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of shareholders of the Company or a Portfolio has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or disso-

lution of the Company or a Portfolio and (ii) when the board of directors of the Company is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Portfolio.

When exceptional circumstances might adversely affect shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the directors reserve the right to set the value of shares in one or more classes of shares or Portfolios only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the class(es) of shares or Portfolio(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single net asset value in order to ensure that all shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.[...]."

V. Appointment of Mr. Patrick Zurstrassen as member of the board of directors of the Company.

2. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the board of the Meeting and the notary, will remain annexed to these minutes.

3. A convening notice setting forth the agenda of the Meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on December 21, 2009.

4. No quorum is required for all the items of the agenda.

5. Resolutions on items 1 to 4 must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the shareholders present or represented and voting at the Meeting.

6. Resolutions on item 5 must be passed by the affirmative vote of a simple majority of the shareholders present or represented and voting at the Meeting.

7. According to the attendance list, 25,359,235,161.718 shares are present or represented and the Meeting can validly deliberate on all the items of the agenda.

After due deliberation the Meeting takes the following resolutions by unanimous vote:

I. RESOLVED to add a paragraph 4 to article 5 of the Articles to read as follows: "However, the board of directors of the Company may, at any time, issue classes of shares corresponding to a specific pool of investments and tracking the performance thereof. As regards shareholders' relationships, each such specific pool is invested for the exclusive benefit of the relevant class and liabilities pertaining to each pool shall be, insofar as possible, satisfied out of the relevant pool. This provision does not create a segregation of assets vis-à-vis third parties."

II. RESOLVED to amend paragraph 2, point III. ) of article 11 of the Articles to read as follows: "If two or more classes of shares relate to one Portfolio, the assets attributable to such classes shall in principle be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Portfolio concerned except as provided below under (vii). Within a Portfolio, classes of shares may be defined from time to time by the board so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions, and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure, and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) a specific currency, and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Portfolio the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation, and/or (vii) a specific pool of assets, as more fully detailed under article 5 paragraph 4 above, and/or (viii) any other specific features applicable to one class".

III. RESOLVED to amend paragraph 1 of article 24 of the Articles, to read as follows: "In the event that for any reason the value of the net assets in any Portfolio or the value of the net assets of any class of shares within a Portfolio has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Portfolio, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner, if a change in the economical or political situation relating to the Portfolio or class concerned would have material adverse consequences on the investments of that Portfolio, in order to proceed to an economic rationalization, or if the swap agreement(s) is entered into by the relevant Portfolio is/are rescinded before the agreed term the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Portfolio at the net asset value per share [...]."

IV. RESOLVED to amend article 12 of the Articles, to read as follows: "With respect to each class of shares, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at a frequency determined by the board of directors, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any class or classes of shares within any particular Portfolio and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) During any period when any of the principal stock exchanges, regulated market on which a substantial part of the Company' investments attributable to any class or classes of shares or Portfolio is quoted, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of such class or classes of shares or Portfolio is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended; or

b) When political, economic, military, monetary or other emergency events beyond the control, liability and influence of the Company make the disposal of the assets of any class or classes of shares or Portfolio impossible under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the shareholders; or

c) During any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant class or classes of shares or Portfolio's investments or the current price or value on any market or stock exchange in respect of the assets attributable to such class or classes of shares or Portfolio; or

d) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of any class or classes of shares or Portfolio or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors of the Company, be effected at normal rates of exchange; or

e) During any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

f) During any period when the board of directors of the Company so decides, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of shareholders of the Company or a Portfolio has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a Portfolio and (ii) when the board of directors of the Company is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Portfolio.

When exceptional circumstances might adversely affect shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the directors reserve the right to set the value of shares in one or more classes of shares or Portfolios only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the class(es) of shares or Portfolio(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the basis of a single net asset value in order to ensure that all shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.[...]."

V. RESOLVED to appoint Mr. Patrick Zurstrassen, residing professionally at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, born at Liège, Belgium, on May 27, 1945, as member of the Board of Directors. His mandate will expire at the next annual general meeting.

There being no further business on the agenda, the Meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the board of the Meeting, they signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le six janvier.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute,

S'est réunie, l'assemblée générale extraordinaire ("Assemblée") des actionnaires de GOLDMAN SACHS SPECIALIZED INVESTMENTS (la "Société"), ayant son siège social à Senningerberg, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 Juin 2007, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129688, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") du 10 août 2007, numéro 1693, et modifié pour la dernière fois par acte notarié de Maître Henri Hellinckx, en date du 8 Mai, 2008 tel que publié au Mémorial le 06 juin 2008 numéro 1392.

L'Assemblée est ouverte à 14 heures au 14, rue Erasme, Luxembourg, sous la présidence de Monsieur Jonathan Sidi, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui nomme comme secrétaire Madame Virginie François, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Madame Florence Stainier, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

L'Assemblée a été convoquée par une convocation, l'assemblée générale extraordinaire tenue devant le notaire sousigné le 7 décembre 2009 n'ayant pas atteint le quorum requis par l'article 67-1 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et ne pouvant donc valablement pas délibérer sur les points à l'ordre du jour.

1. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

I. Ajout d'un paragraphe 4 à l'article 5 des statuts (les "Statuts"), comme suit: "Néanmoins, le conseil d'administration de la Société peut, à tout moment, émettre des classes d'actions correspondant à un pool d'investissement spécifique et reflétant la performance d'un tel pool. Dans les relations entre actionnaires, chacun de ces pools spécifiques est investi

au profit exclusif de la classe concernée et les engagements se rapportant à chaque pool seront satisfaits, dans la mesure du possible, par les avoirs du pool concerné. Cette disposition ne crée pas une ségrégation des actifs vis-à-vis des tiers."

II. Modification du paragraphe 2, point III a) de l'article 11 des Statuts comme suit: "Si deux ou plusieurs classes d'actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces classes seront en principe investis ensemble selon la politique d'investissement spécifique du Compartiment concernée, excepté dans le cas (vii) ci-dessous. Au sein d'un Compartiment, le conseil d'administration peut établir périodiquement des classes d'actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions, ou ne donnant pas droit à des distributions, et/ou (ii) une structure spécifique de frais de vente ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou (iv) une structure spécifique de frais de distribution, et/ou (v) une devise spécifique, et/ou (vi) l'utilisation de différentes techniques de couverture afin de protéger dans la devise de référence du Compartiment concerné les avoirs et revenus libellés dans la devise d'une catégorie d'actions contre les mouvements à long terme de cette devise d'expression, et/ou (vii) un pool d'avoirs spécifiques, tel que détaillé à l'article 5 paragraphe 4 ci-dessus, et/ou (viii) telles autres caractéristiques spécifiques applicables à une classe d'actions."

III. Modification du paragraphe 1 de l'article 24 des Statuts, comme suit: "Au cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur des avoirs nets dans un Compartiment aurait diminué jusqu'à un montant considéré par le conseil d'administration comme étant le seuil minimum en-dessous duquel le Compartiment ne peut plus fonctionner d'une manière économiquement efficace, ou dans le cas où un changement significatif de la situation économique ou politique ayant un impact sur le Compartiment ou la classe concernée aurait des conséquences néfastes sur les investissements du Compartiment concerné, dans le but de réaliser une rationalisation économique, ou si le(s) contrat(s) de swap dans le(s)quel(s) le Compartiment est partie est/sont rescindé(s) avant la date convenue, le conseil d'administration pourrait décider de procéder au rachat forcé de toutes les actions de la (des) classe(s) d'actions émise(s) au titre du Compartiment concerné, à la valeur nette d'inventaire par action [...]."

IV. Modification de l'article 12 des Statuts, comme suit: "Dans chaque classe d'actions, la valeur nette d'inventaire par action ainsi que le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, à la fréquence que le conseil d'administration décidera, tel jour ou moment où le calcul est effectué étant défini dans les présents Statuts comme "Jour d'Evaluation".

La Société peut suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire par action de toute classe d'actions au sein d'un Compartiment déterminé ainsi que l'émission, le rachat et la conversion des actions d'une classe en actions d'une autre classe:

a) pendant toute période pendant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou marchés réglementés, sur lesquels une proportion substantielle des actifs de la Société attribuables à toute classe d'actions ou un Compartiment est cotée, ou quand un ou plusieurs marchés étrangers d'une devise dans laquelle est exprimée une partie substantielle des avoirs de cette ou ces classes d'actions ou du Compartiment sont fermés pour une raison autre que des congés normaux ou lorsque les opérations y sont restreintes ou suspendues;

b) lorsqu'il existe une situation d'urgence de caractère politique, économique, militaire, monétaire ou autre urgence au-delà du contrôle, de la responsabilité ou de l'influence de la Société ayant pour conséquence l'impossibilité de disposer des avoirs de toute classe d'actions ou d'un Compartiment dans des conditions normales, ou d'en disposer sans porter préjudice aux intérêts des actionnaires;

c) lorsque les moyens de communication nécessaires pour déterminer le prix ou la valeur des investissements d'une ou de plusieurs classes d'actions ou d'un Compartiment ou les prix courants ou les cours de bourse ou d'autres marchés relatifs aux avoirs de cette ou ces classes d'actions ou du Compartiment sont interrompus;

d) lors de toute période pendant laquelle la Société est incapable de rapatrier les fonds dans le but d'opérer des paiements pour le rachat d'actions de la ou des classes d'actions ou du Compartiment ou pendant laquelle les transferts de fonds concernés par la vente ou l'acquisition d'investissements ou de paiements dus pour le rachat d'actions ne peuvent, de l'avis du conseil d'administration, être effectués à des taux de change normaux;

e) si pour toute autre raison les prix des investissements de la Société, attribuables au Compartiment concerné, ne peuvent être rapidement et exactement déterminés;

f) lors de toute période au cours de laquelle les administrateurs décideront, à condition que les actionnaires soient traités de manière équitable et que toutes les lois et règlements afférents soient appliqués (i) dès qu'une assemblée générale d'actionnaire de la Société ou d'un Compartiment a été convoquée dans le but de décider la liquidation ou dissolution de la Société ou d'un Compartiment et (ii) sur base de décision des administrateurs de liquider ou de dissoudre la Société ou un Compartiment quand ils ont été habilités en la matière.

Lorsque des circonstances exceptionnelles peuvent affecter les intérêts des actionnaires ou au cas où des requêtes importantes de souscription, rachat ou conversion sont reçues, les administrateurs se réservent le droit de fixer la valeur des actions d'une ou plusieurs classes d'actions ou Compartiment(s) uniquement après avoir vendu les titres nécessaires, dès que possible, pour le compte de la ou des classes d'actions ou Compartiment(s) concerné(e)(s). Dans ce cas, les souscriptions, rachats et conversions qui se font simultanément dans la procédure d'exécution seront traitées sur la base d'une simple valeur nette d'inventaire en vue de s'assurer que tous les actionnaires ayant fait une demande de souscription, rachat ou conversion soient traités de manière équivalente. [...]"

V. Désignation de M. Patrick Zurstrassen membre du conseil d'administration de la Société.

2. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'Assemblée et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal.

3. Une convocation précisant l'ordre du jour de l'Assemblée a été envoyée par lettre recommandée à chacun des actionnaires nominatifs de la Société, le 21 décembre 2009.

4. Aucun quorum n'est requis pour l'ensemble des points à l'ordre du jour.

5. Les résolutions portant sur les points 1 à 4 devront être adoptées par le vote affirmatif des deux tiers au moins des actionnaires présents ou représentés et votant lors de l'Assemblée.

6. La résolution portant sur le point 5 devra être adoptée par le vote affirmatif de la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votant lors de l'Assemblée.

7. Il apparaît, selon la liste de présence que 25.359.235.161,718 actions sont présentes ou représentées et que l'Assemblée peut donc valablement délibérer sur tous les éléments de l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée adopte les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

I. A RESOLU d'ajouter un paragraphe 4 à l'article 5 des Statuts, comme suit: "Néanmoins, le conseil d'administration de la Société peut, à tout moment, émettre des classes d'actions correspondant à un pool d'investissement spécifique et reflétant la performance d'un tel pool. Dans les relations entre actionnaires, chacun de ces pools spécifiques est investi au profit exclusif de la classe concernée et les engagements se rapportant à chaque pool seront satisfaits, dans la mesure du possible, par les avoirs du pool concerné. Cette disposition ne crée pas une ségrégation des actifs vis-à-vis des tiers."

II. A RESOLU de modifier le paragraphe 2, point III a) de l'article 11 des Statuts comme suit: "Si deux ou plusieurs classes d'actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces classes seront en principe investis ensemble selon la politique d'investissement spécifique du Compartiment concerné, excepté dans le cas (vii) ci-dessous. Au sein d'un Compartiment, le conseil d'administration peut établir périodiquement des classes d'actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions, ou ne donnant pas droit à des distributions, et/ou (ii) une structure spécifique de frais de vente ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou (iv) une structure spécifique de frais de distribution, et/ou (v) une devise spécifique, et/ou (vi) l'utilisation de différentes techniques de couverture afin de protéger dans la devise de référence du Compartiment concerné les avoirs et revenus libellés dans la devise d'une catégorie d'actions contre les mouvements à long terme de cette devise d'expression, et/ou (vii) un pool d'avoirs spécifique, tel que détaillé à l'article 5 paragraphe 4 ci-dessus, et/ou (viii) telles autres caractéristiques spécifiques applicables à une classe d'actions".

III. A RESOLU de modifier le paragraphe 1 de l'article 24 des Statuts, comme suit: "Au cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur des avoirs nets dans un Compartiment aurait diminué jusqu'à un montant considéré par le conseil d'administration comme étant le seuil minimum en-dessous duquel le Compartiment ne peut plus fonctionner d'une manière économiquement efficace, ou dans le cas où un changement significatif de la situation économique ou politique ayant un impact sur le Compartiment ou la classe concernés aurait des conséquences néfastes sur les investissements du Compartiment concerné, dans le but de réaliser une rationalisation économique, ou si le(s) contrat(s) de swap dans le(s) quel(s) le Compartiment est partie est/sont rescindé(s) avant la date convenue, le conseil d'administration pourrait décider de procéder au rachat forcé de toutes les actions de la (des) classe(s) d'actions émise(s) au titre du Compartiment concerné, à la valeur nette d'inventaire par action [...]."

IV. A RESOLU de modifier l'article 12 des Statuts, comme suit: "Dans chaque classe d'actions, la valeur nette d'inventaire par action ainsi que le prix d'émission, de rachat et de conversion des actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, à la fréquence que le conseil d'administration décidera, tel jour ou moment où le calcul est effectué étant défini dans les présents Statuts comme "Jour d'Evaluation".

La Société peut suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire par action de toute classe d'actions au sein d'un Compartiment déterminé ainsi que l'émission, le rachat et la conversion des actions d'une classe en actions d'une autre classe:

a) pendant toute période pendant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou marchés réglementés, sur lesquels une proportion substantielle des actifs de la Société attribuables à toute classe d'actions ou un Compartiment est cotée, ou quand un ou plusieurs marchés étrangers d'une devise dans laquelle est exprimée une partie substantielle des avoirs de cette ou ces classes d'actions ou du Compartiment sont fermés pour une raison autre que des congés normaux ou lorsque les opérations y sont restreintes ou suspendues;

b) lorsqu'il existe une situation d'urgence de caractère politique, économique, militaire, monétaire ou autre urgence au-delà du contrôle, de la responsabilité ou de l'influence de la Société ayant pour conséquence l'impossibilité de disposer des avoirs de toute classe d'actions ou d'un Compartiment dans des conditions normales, ou d'en disposer sans porter préjudice aux intérêts des actionnaires;

c) lorsque les moyens de communication nécessaires pour déterminer le prix ou la valeur des investissements d'une ou de plusieurs classes d'actions ou d'un Compartiment ou les prix courants ou les cours de bourse ou d'autres marchés relatifs aux avoirs de cette ou ces classes d'actions ou du Compartiment sont interrompus;

d) lors de toute période pendant laquelle la Société est incapable de rapatrier les fonds dans le but d'opérer des paiements pour le rachat d'actions de la ou des classes d'actions ou du Compartiment ou pendant laquelle les transferts



de fonds concernés par la vente ou l'acquisition d'investissements ou de paiements dus pour le rachat d'actions ne peuvent, de l'avis du conseil d'administration, être effectués à des taux de change normaux;

e) si pour toute autre raison les prix des investissements de la Société, attribuables au Compartiment concerné, ne peuvent être rapidement et exactement déterminés;

f) lors de toute période au cours de laquelle les administrateurs décideront, à condition que les actionnaires soient traités de manière équitable et que toutes les lois et règlements afférents soient appliqués (i) dès qu'une assemblée générale d'actionnaire de la Société ou d'un Compartiment a été convoquée dans le but de décider la liquidation ou dissolution de la Société ou d'un Compartiment et (ii) sur base de décision des administrateurs de liquider ou de dissoudre la Société ou un Compartiment quand ils ont été habilités en la matière.

Lorsque des circonstances exceptionnelles peuvent affecter les intérêts des actionnaires ou au cas où des requêtes importantes de souscription, rachat ou conversion sont reçues, les administrateurs se réservent le droit de fixer la valeur des actions d'une ou plusieurs classes d'actions ou Compartiment(s) uniquement après avoir vendu les titres nécessaires, dès que possible, pour le compte de la ou des classes d'actions ou Compartiment(s) concerné(e)(s). Dans ce cas, les souscriptions, rachats et conversions qui se font simultanément dans la procédure d'exécution seront traitées sur la base d'une simple valeur nette d'inventaire en vue de s'assurer que tous les actionnaires ayant fait une demande de souscription, rachat ou conversion soient traités de manière équivalente.[...]"

V. A RESOLU de désigner M. Patrick Zurstrassen, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, né à Liège, Belgique, le 27 mai 1945, membre du conseil d'administration de la Société. Son mandat expirera à l'issue de la prochaine assemblée générale annuelle.

Aucun point n'étant plus à l'ordre du jour de l'Assemblée, celle-ci est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que, sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le document ayant été lu aux membres du bureau de l'Assemblée, ceux-ci ont signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Signé: J. SIDI, V. FRANÇOIS, F. STAINIER et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 janvier 2010. Relation: LAC/2010/1372. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2010011479/340.

(100008624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2010.

**Saint-Exupery Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 106.482.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009093/10.

(100000861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Netzaberg Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 132.304.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Décembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2010009095/11.

(100000968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.



**Polder Bakkersland II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 108.699.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Polder Bakkersland II S.à r.l.

Représentée par LUXROYAL MANAGEMENT S.A.

Gérant

Représentée par Mr Matthijs BOGERS

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2010009089/15.

(100000867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Sofie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.  
R.C.S. Luxembourg B 125.290.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Décembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2010009096/11.

(100000966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Torlake Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 97.615.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

M. Matthijs Bogers

Administrateur

Référence de publication: 2010009097/12.

(100000952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

**Villa SB 2006 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 119.478.

In the year two thousand and ten, on the sixth day of January,  
before Maître Joseph Elvinger, notary residing in the Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg),

there appeared

AIM Capital (Luxembourg) S. à r. l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 130.235;

hereby represented by Alessandra Bellardi Ricci, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; hereinafter referred to as the Sole Shareholder.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting in the name and on behalf of the Sole Shareholder and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder holds the entire share capital of Villa SB 2006 S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F.

Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 119.478 (the Company). The Company was incorporated on 15 September 2006 pursuant to a deed of Maître Alex Weber, notary residing in Bascharage, Luxembourg which deed was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2091 of 8 November 2006. The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. the Sole Shareholder owns all the 10,000 shares of the Company with a nominal value of EUR 100 each, representing the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

1. Waiver of convening notices;
2. Resolution and / or confirmation that the registered office of the Company remains in Luxembourg;
3. Miscellaneous.

III. the Sole Shareholder hereby passes the following resolutions:

*First resolution*

Representing the entire share capital of the Company, the Sole Shareholder waives any convening notice requirements, considers itself as duly convened and declares to have full knowledge of the purpose of the items to be resolved on which were communicated to it in advance.

*Second resolution*

The Sole Shareholder notes that on 29 October 2009, a resolution has been passed by the Sole Shareholder represented by the manager, which was appointed by the former owners of the shares in the Sole Shareholder, to transfer the registered office of the Company to France subject to the Company being registered in France.

The Sole Shareholder states that it contests the legal validity of these resolutions and denies any legal effect to the conditional transfer of the registered office the Company to France, because, at the time these resolutions were deemed to be passed, (i) neither the former owners of the shares in the Sole Shareholder were entitled to exercise the voting rights over the shares in the Sole Shareholder and hence to appoint the aforementioned manager (ii) nor the Sole Shareholder were entitled to exercise the voting rights over the shares in the Company and to transfer the registered office of the Company to France, the shares of both the Sole Shareholder and the Company having been pledged in favour of the current shareholders of the Sole Shareholder, further to notices sent to that effect by the current shareholders of the Sole Shareholder in their capacity as pledgees under the relevant pledge agreements to each of the former owners of the Sole Shareholder and the Sole Shareholder as pledgors as well as to the Company, as permitted under the relevant pledge agreements and the act of 5 August 2005 on financial collateral agreements.

For the avoidance of doubt, the Sole Shareholder, which is at the date of today again entitled to the voting rights of the Shares of the Company, hereby formally withdraws and reverts the resolutions of 29 October 2009 and confirms that (i) the registered office of the Company remains located at (or, as the case may be, is transferred back to) 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and (ii) the articles of association of the Company remain unchanged.

*Third resolution*

The Sole Shareholder instructs and grants power to the undersigning notary and / or any lawyer of the law firm Allen Overy Luxembourg to take any required or useful steps and actions to notify and make known this resolution to any relevant authority or person, including the competent companies and trade register in France.

*Estimate of costs*

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately one thousand Euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le six Janvier

par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence au Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg),

a comparu

AIM Capital (Luxembourg) S. à r. 1., une société à responsabilité limitée constituée d'après les lois du Luxembourg, avec son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.235;

ici représentée par Alessandra Bellardi Ricci, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ci-après référé à l'Actionnaire Unique.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom et pour le compte de l'Actionnaire Unique et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement. L'Actionnaire Unique détient l'intégralité du capital social de Villa SB 2006 S.A., une société anonyme constituée d'après les lois du Luxembourg, avec son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.478 (la Société). La Société a été constituée le 15 September 2006 suivant un acte de Maître Alex Weber, notaire de résidence à Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 2091 du 8 novembre 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

L'Actionnaire Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Actionnaire Unique détient toutes les 10,000 actions de la Société ayant une valeur nominale de 100 EUR chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société;

II. L'Actionnaire Unique désire prendre des résolutions sur les points suivants:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Résolution et / ou confirmation que le siège social de la Société demeure au Luxembourg;
3. Divers.

III. L'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Représentant l'intégralité du capital social de la Société, l'Actionnaire Unique renonce aux formalités de convocation, se considère comme dûment convoqué et déclare avoir pleinement connaissance de l'objet des présents points sur lesquels doit être délibéré qui lui a été communiquées au préalable.

#### *Deuxième résolution*

L'Actionnaire Unique note que le 29 octobre 2009, une résolution a été passée par l'Actionnaire Unique, représenté par l'administrateur, qui avait été nommé par les anciens propriétaires des parts sociales de l'Actionnaire Unique, de transférer le siège social de la Société en France sous la condition suspensive de l'immatriculation de la Société.

L'Actionnaire Unique confirme qu'ils conteste la validité de ces résolutions et dénie tout effet légal au transfert conditionnel du siège social de la Société en France, car, au moment où ces résolutions étaient considérées être passées, (i) ni les anciens propriétaires des parts sociales de l'Associé Unique étaient en droit d'exercer les droits de vote sur les parts sociales de l'Associé Unique et donc de nommer le gérant susmentionné (ii) ni l'Actionnaire Unique était en droit d'exercer les droits de vote sur les actions de la Société et de transférer le siège social de la Société en France, les parts sociales de l'Associé Unique et les actions de la Société ayant été gagées en faveur des associés actuels de l'Associé Unique, suite à des notices envoyées à cet effet par les associés actuels de l'Associé Unique en leur capacité de bénéficiaires du gage sous les contrats de gages respectifs à chacun des anciens propriétaires de l'Associé Unique et l'Associé Unique en tant que constituants des gages ainsi qu'à la Société, tel que autorisé par les contrats de gage en cause et par la loi du 5 août 2005 sur les garanties financières.

Pour éviter tout doute, l'Associé Unique, qui est à la date d'aujourd'hui de nouveau en droit d'exercer les droits de vote sur les actions de la Société, retire et invertit formellement par la présente ces résolutions du 29 octobre 2009, et, si nécessaire, confirme que (i) le siège social de la Société demeure (ou, le cas échéant, est retransféré) au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et (ii) les statuts de la Société demeurent inchangés.

#### *Troisième résolution*

L'Actionnaire Unique demande et donne pouvoir au notaire instrumentant et / ou à tout avocat de l'étude d'avocats Allen Overy Luxembourg de prendre toute mesure et action nécessaire ou requise pour notifier et faire connaître ces résolutions à toute autorité ou personne appropriée incluant tout registre de commerce et des sociétés compétent en France.

#### *Estimation des frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé approximativement à mille Euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française et qu'à la requête de cette même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: A. BELLARDI RICCI, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 11 janvier 2010. Relation: LAC/2010/1527. Reçu douze euros (12.-€)

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 JAN. 2010.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2010011534/136.

(100014534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

---

**Torlake Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.615.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

M. Matthijs Bogers

Administrateur

Référence de publication: 2010009099/12.

(100000945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Torlake Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.615.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

M. Matthijs Bogers

Administrateur

Référence de publication: 2010009100/12.

(100000942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Villa SB 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.184.

In the year two thousand and ten on the sixth day of January,  
before Maître Joseph Elvinger, notary residing in the Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg),  
there appeared

AIM Capital (Luxembourg) S. à r. l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 130.235;

hereby represented by Alessandra Bellardi Ricci, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; hereinafter referred to as the Sole Shareholder.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting in the name and on behalf of the Sole Shareholder and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder holds the entire share capital of Villa SB 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 131.184 (the Company). The Company was incorporated on 2 August 2007 pursuant to a deed of Maître Roger

Arrensdorff, notary residing in Mondorf-les-Bains, Luxembourg which deed was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2235 of 8 October 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended. The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. the Sole Shareholder owns all the 500 shares of the Company with a nominal value of EUR 25 each, representing the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

1. Waiver of convening notices;
2. Resolution and / or confirmation that the registered office of the Company remains in Luxembourg;
3. Miscellaneous.

III. the Sole Shareholder hereby passes the following resolutions:

*First resolution*

Representing the entire share capital of the Company, the Sole Shareholder waives any convening notice requirements, consider itself as duly convened and declares to have full knowledge of the purpose of the items to be resolved on which were communicated to it in advance.

*Second resolution*

The Sole Shareholder notes that on 29 October 2009, a resolution has been passed by the Sole Shareholder represented by the manager, which was appointed by the former owners of the shares in the Sole Shareholder, to transfer the registered office of the Company to France subject to the Company being registered in France. The Sole Shareholder states that it contests the legal validity of these resolutions and denies any legal effect to the conditional transfer of the registered office the Company to France, because, at the time these resolutions were deemed to be passed, (i) neither the former owners of the shares in the Sole Shareholder were entitled to exercise the voting rights over the shares in the Sole Shareholder and hence to appoint the aforementioned manager (ii) nor the Sole Shareholder were entitled to exercise the voting rights over the shares in the Company and to transfer the registered office of the Company to France, the shares of both the Sole Shareholder and the Company having been pledged in favour of the current shareholders of the Sole Shareholder, further to notices sent to that effect by the current shareholders of the Sole Shareholder in their capacity as pledgees under the relevant pledge agreements to each of the former owners of the Sole Shareholder and the Sole Shareholder as pledgors as well as the Company, as permitted under the relevant pledge agreements and the act of 5 August 2005 on financial collateral agreements. For the avoidance of doubt, the Sole Shareholder, which is at the date of today again entitled to the voting rights of the Shares of the Company, hereby formally withdraws and reverts the resolutions of 29 October 2009 and confirms that (i) the registered office of the Company remains located at (or, as the case may be, is transferred back to) 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and (ii) the articles of association of the Company remain unchanged.

*Third resolution*

The Sole Shareholder instructs and grants power to the undersigning notary and / or any lawyer of the law firm Allen Overy Luxembourg to take any required or useful steps and actions to notify and make known this resolution to any relevant authority or person, including the competent companies and trade register in France.

*Estimate of costs*

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately one thousand Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le six janvier,

par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence au Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg),

a comparu

AIM Capital (Luxembourg) S. à r. l., une société à responsabilité limitée constituée d'après les lois du Luxembourg, avec son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.235;

ici représentée par Alessandra Bellardi Ricci, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ci-après référé à l'Associé Unique.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom et pour le compte de l'Associé Unique et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement. L'Associé Unique détient l'intégralité du capital social de Villa SB 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée d'après les lois du Luxembourg, avec son siège social à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131 184 (la Société). La Société a été constituée le 2 August 2007 suivant un acte de Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 2235 du 8 octobre 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient toutes les 500 parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 25 EUR chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société;

II. L'Associé Unique désire prendre des résolutions sur les points suivants:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Résolution et / ou confirmation que le siège social de la Société demeure au Luxembourg;
3. Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Représentant l'intégralité du capital social de la Société, l'Associé Unique renonce aux formalités de convocation, se considère comme dûment convoqué et déclare avoir pleinement connaissance de l'objet des présents points sur lesquels doit être délibéré qui lui a été communiquées au préalable.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique note que le 29 octobre 2009, une résolution a été passée par l'Associé Unique, représenté par le gérant, qui avait été nommé par les anciens propriétaires des parts sociales de l'Associé Unique, de transférer le siège social de la Société en France sous la condition suspensive de l'immatriculation de la Société. L'Associé Unique confirme qu'ils conteste la validité de ces résolutions et dénie tout effet légal au transfert conditionnel du siège social de la Société en France, car, au moment où ces résolutions étaient considérées être passées, (i) ni les anciens propriétaires des parts sociales de l'Associé Unique étaient en droit d'exercer les droits de vote sur les parts sociales de l'Associé Unique et donc de nommer le gérant susmentionné (ii) ni l'Associé Unique était en droit d'exercer les droits de vote sur les parts sociales de la Société et de transférer le siège social de la Société en France, les parts sociales de l'Associé Unique et de la Société ayant été gagées en faveur des associés actuels de l'Associé Unique, suite à des notices envoyées à cet effet par les associés actuels de l'Associé Unique en leur capacité de bénéficiaires du gage sous les contrats de gages respectifs à chacun des anciens propriétaires de l'Associé Unique et l'Associé Unique en tant que constituants des gages ainsi qu'à la Société, tel que autorisé par les contrats de gage en cause et par la loi du 5 août 2005 sur les garanties financières.

Pour éviter tout doute, l'Associé Unique, qui est à la date d'aujourd'hui de nouveau en droit d'exercer les droits de vote sur les parts sociales de la Société, retire et invertit formellement par la présente ces résolutions du 29 octobre 2009, et, si nécessaire, confirme que (i) le siège social de la Société demeure (ou, le cas échéant, est retransféré) au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et (ii) les statuts de la Société demeurent inchangés.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique demande et donne pouvoir au notaire instrumentant et / ou à tout avocat de l'étude d'avocats Allen Overy Luxembourg de prendre toute mesure et action nécessaire ou requise pour notifier et faire connaître ces résolutions à toute autorité ou personne appropriée incluant tout registre de commerce et des sociétés compétent en France.

#### *Estimation des frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé approximativement à mille Euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française et qu'à la requête de cette même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: A. BELLARDI RICCI, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 11 janvier 2010. Relation: LAC/2010/1526. Reçu douze euros (12.-€)

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.



POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 JAN. 2010.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2010011535/135.

(100014550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

---

**Torlake Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.615.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

M. Matthijs Bogers

Administrateur

Référence de publication: 2010009101/12.

(100000939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Kebab-Diana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5884 Hesperange, 328A, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 124.543.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010009102/10.

(100001110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Sermelux S.A. Metalservice Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 16.923.

*Extraits des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société qui s'est tenue le 15/12/2009 à 16.00 heures au siège social de la société*

Les actionnaires décident de:

- Les actionnaires d'accepter la démission avec effet au 31/12/2009 en tant qu'administrateur délégué de la société de FRANK NIMAX, comptable, né à Luxembourg le 09.01.1964 et demeurant à L-9068 ETTTELBRUCK, 21, rue Michel LENTZ
- de nommer avec effet au 1/1/2010 en son remplacement ROBERT SCHINTGEN, administrateur de sociétés, né le 24/10/1947 à Luxembourg, demeurant au 113, rue de Bridel, L-7217 BERELDANGE, en qualité d'administrateur délégué.
- Nommer en qualité d'administrateur avec effet au 1/1/2010 ROBERT SCHINTGEN, administrateur de sociétés, né le 24/10/1947 à Luxembourg, demeurant au 113, rue de Bridel, L-7217 BERELDANGE.
- Les mandats d'administrateur respectivement d'administrateur délégué de ROBERT SCHINTGEN arriveront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.
- de nommer avec effet au 1/1/2010 un nouvel administrateur délégué en la personne de GERALDINE SCHINTGEN, administrateur de sociétés, née le 11/08/1978 à Luxembourg, demeurant au 55, rue de Merl, L-2146 Luxembourg. Son mandat d'administrateur délégué arrivera à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Fait à Kehlen, le 15/12/2009.

Certifié sincère et conforme

Monsieur Robert SCHINTGEN / Madame Maggy SCHINTGEN

Référence de publication: 2010008952/24.

(100001227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

### Actions Techniques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Esch-sur-Alzette, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 79.962.

#### DISSOLUTION

L'an deux mille neuf, le onze décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Miloud BELABBACI, administrateur de société, né à Joeuf (F) le 15 avril 1959, demeurant à F-57970 Illange, 13, rue des Roses.

Lequel comparant a déclaré et requis le soussigné notaire d'acter ce qui suit:

a) Que la société anonyme "ACTIONS TECHNIQUES S.A." (ci-après la "Société"), avec siège social à L-4170 Esch-sur-Alzette, 26-28, boulevard J. F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 79.962, a été constituée (originellement sous la dénomination "BIONATURAL S.A.") suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 625 du 10 août 2001 et modifiée lieu suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, prénommé, en date du 18 janvier 2007, publié au Mémorial C numéro 599 du 13 avril 2007.

b) Qu'il est actuellement détenteur de l'intégralité des cent (100) actions sans désignation de valeur nominale, représentant le capital social de la Société de trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (30.986,69 EUR).

Ceci déclaré, le comparant prénommé, en sa qualité d'associé unique, a adopté les résolutions suivantes, conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Première résolution*

L'ancien siège social de la société à Esch/Alzette, 26-28, boulevard J. F. Kennedy, ayant été dénoncé, l'associé unique décide de transférer le siège social de la Société à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

#### *Deuxième résolution*

En vue de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article 3 est modifié comme suit:

" **Art. 3.** Le siège social est établi à Luxembourg."

#### *Troisième résolution*

La société ayant cessé toute activité, l'associé unique requiert le soussigné notaire de documenter la liquidation et la dissolution anticipée de la Société et a déclaré à cet effet, en sa qualité de liquidateur:

- Qu'il a parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.
- Que l'ensemble des dettes de la Société ont été réglées ou sont dûment provisionnées et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société.
- Qu'il s'engage à prendre à sa charge, avant tout paiement à sa personne, tout passif impayé pouvant éventuellement exister à charge de la Société, connu ou inconnu à ce jour, et reconnaît qu'il sera tenu, le cas échéant, de l'ensemble des obligations existantes de la Société après sa dissolution.
- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.
- Qu'il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société.
- Que la liquidation de la Société est ainsi à considérer comme clôturée et que les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins au nouveau siège à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille euros (1.000,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M. Belabbaci, C. Wersandt.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 décembre 2009. LAC/2009/54169. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010008847/54.

(100000785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**GREENSTED HOLDINGS (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 128.307.

---

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 24 novembre 2009*

Il résulte de la décision de l'associé unique du 24 novembre 2009:

*Première résolution*

L'associé unique décide d'approuver la démission de M. Nicolas Fantuz de son mandat de gérant de la Société (...).

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide de nommer M. Mark Hindes, né à Barnet, Royaume-Uni, le 28 janvier 1967 résidant au 87 Byng Road, Barnet, Herfordshire EN5NP, Royaume-Uni en tant que gérant de la Société.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010008525/19.

(100000251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2010.

---

**Isar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.018.

---

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 23 décembre 2009 qu'Alpina Real Estate Company S.C.A, une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.697 a cédé 32 (trente-deux) parts sociales ordinaires qu'elle détenait dans la Société à Alpina Real Estate Fund S.C.A Sicav-Fis, une société en commandite par actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.034.

Alpina Real Estate Company S.C.A détient à présent 566 (cinq cent soixante-six) parts sociales dans le capital de la Société et Alpina Real Estate Fund S.C.A Sicav-Fis détient à présent 434 (quatre cent trente-quatre) parts sociales dans le capital de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010008936/23.

(100001215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**SEPARC, Société d'Etudes, de Participations et de Conseils SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 4A, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 58.067.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2009*

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société tenue en date du 22 mai 2009 que:

- Le mandat de Monsieur Serge JEANTY, domicilié 35, rue de France, B-6791 Athus, comme commissaire de la société, a été reconduit jusqu'à l'assemblée générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature

*Le mandataire de la société*

Référence de publication: 2010008937/15.

(100001454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Hilton Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 108.785.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 23 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat de Président et d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010008939/19.

(100001173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**P.P.I.L. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 70.405.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 23 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010008940/19.

(100001168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Canton S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 130.344.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire le 23 décembre 2009*

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Umberto Cerasi, employé privé, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et en tant que Président et administrateur de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs démissionnaires Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et nomme en remplacement du Président et administrateur démissionnaire Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, avec adresse professionnelle

au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010008942/21.

(100001164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Primagest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 88.411.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire le 23 décembre 2009*

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Monsieur Umberto Cerasi, employé privé, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et en tant que Président et administrateur de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement des administrateurs démissionnaires Madame Sandrine Pellizzari, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et nomme en remplacement du Président et administrateur démissionnaire Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, avec adresse professionnelle au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010008943/21.

(100001162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Pixi Holding SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 45.917.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 23 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat de Président et d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010008944/19.

(100001160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Kalos International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 115.343.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 23 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat de Président et d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010008946/19.

(100000986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**P.R.C.C. LUX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 119.535.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 23 décembre 2009*

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Aloyse May, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 2-4, avenue Marie Thérèse à L-2132 Luxembourg de son mandat de Président et d'administrateur avec effet immédiat.

- Le Conseil d'administration décide de coopter en remplacement Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Luxembourg, le 23 décembre 2009.

Pour extrait conforme

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010008947/19.

(100000935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---

**Nerac International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 67.415.

*Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 4 janvier 2010*

En date du 4 janvier 2010, les actionnaires de la Société ont accepté les démissions de Monsieur Jacques Henri Scherman, de Madame Dolores Butterworth et de Madame Julia Elizabeth Connolly en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 4 janvier 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Nerac International S.A.

Signature

Référence de publication: 2010008886/15.

(100001279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.

---



**Luxembourgeoise d'Investissements, Financements et d'Etudes, Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 297.275,58.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 47.777.

*Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 mai 2009*

Les actionnaires de la société anonyme LUXEMBOURGEOISE D'INVESTISSEMENTS, FINANCEMENTS ET D'ETUDES réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 5 mai 2009, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale, constatant que les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Max Galowich, juriste, né le 30 juillet 1965 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg;

- Monsieur Jean-Paul Frank, expert-comptable, né le 12 novembre 1969 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg;

- Monsieur Georges Gredt, comptable, né le 12 août 1966 à Esch-sur-Alzette, domicilié professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

sont arrivés à leur terme en 2009, décide de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

D'autre part, le mandat de:

LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faiencerie,

étant arrivé à expiration, l'assemblée générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 5 mai 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010009347/28.

(100001848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2010.

**Alster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 139.349.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 23 décembre 2009 qu'Alpina Real Estate Company S.C.A, une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.697 a cédé 64 (soixante-quatre) parts sociales ordinaires qu'elle détenait dans la Société à Alpina Real Estate Fund S.C.A Sicav-Fis, une société en commandite par actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.034.

Alpina Real Estate Company S.C.A détient à présent 1132 (mille cent trente-deux) parts sociales dans le capital de la Société et Alpina Real Estate Fund S.C.A Sicav-Fis détient à présent 868 (huit cent soixante-huit) parts sociales dans le capital de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010008931/23.

(100001188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2010.